



HAL
open science

**1949, ORADOUR AU CARREFOUR DE LA GUERRE
FROIDE Le pèlerinage pour la Paix de l'Union des
intellectuels, essai d'instrumentalisation d'un lieu de
mémoire**
Pascal Plas

► **To cite this version:**

Pascal Plas. 1949, ORADOUR AU CARREFOUR DE LA GUERRE FROIDE Le pèlerinage pour la Paix de l'Union des intellectuels, essai d'instrumentalisation d'un lieu de mémoire. Sylvie Le Clech, Michel Hastings. La France en guerre froide. Nouvelles questions, Editions Universitaires de Dijon, p. 137-144, 2015, 978-2-36441-109-8. halshs-02457432

HAL Id: halshs-02457432

<https://shs.hal.science/halshs-02457432>

Submitted on 28 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

1949, ORADOUR AU CARREFOUR

DE LA GUERRE FROIDE

Le pèlerinage pour la Paix de l'Union des intellectuels, essai d'instrumentalisation d'un lieu de mémoire

Pascal PLAS

Université de Limoges
(OMIG-IIRCO)

Les protagonistes de la guerre froide disposent de tribunes et de relais bien connus mais on sait moins qu'ils contribuent aussi à instrumentaliser des lieux qu'ils considèrent comme symbolique de leur lutte.

C'est ainsi que les ruines du village d'Oradour-sur-Glane en Haute-Vienne furent, en 1949, le théâtre d'expression d'une manifestation extraordinaire des membres de l'élite intellectuelle communiste ou liée au PC ou en acceptant l'alliance ; le 12 juin se déroula au cœur même du village martyr sous la présidence de Frédéric Joliot-Curie une « *cérémonie nationale d'hommage aux victimes et d'espoir pour les vivants, d'appel à la paix mondiale et de dénonciation de l'hégémonisme américain* ».

Cette instrumentalisation sans précédent d'un lieu symbolique non ordinaire par les plus grands noms de l'art et de la littérature venus de Paris avec Joliot-Curie par un train spécial prit pour l'occasion le qualificatif de « Pèlerinage pour la paix » ; elle mérite qu'on y revienne, d'une part parce que le dossier a été évoqué mais jamais étudié¹, d'autre part parce qu'il n'existe aucun autre lieu de la France profonde à forte charge mémorielle qui devint momentanément une tribune d'expression regroupant la fine fleur de la poésie, des lettres, de la

¹ Même dans la biographie assez remarquable de Michel Pinault, *Frédéric Joliot-Curie*, parue en 2000, Odile Jacob, et pourtant fort prolixe sur le Mouvement de la Paix, le « pèlerinage de la paix » à Oradour est signalé mais non développé.

peinture et de grands ou moins grands responsables politiques sinon pro soviétiques tout au moins ouvertement antiaméricains.

Cette « intrusion » des débats de la guerre froide en un lieu où on ne l'attend pas nous semble digne d'être objet d'étude dans le cadre de l'enquête menée par l'IHTP. Ce rapport correspond donc à un premier défrichage du dossier et à une mise en perspective des éléments essentiels propres à entrer par la suite dans la problématique de l'enquête.

1- Genèse d'un projet de « pèlerinage de la paix à Oradour »

Au début de l'année 1949, alors que le bloc atlantique est virtuellement constitué, le thème de la paix devient un leitmotiv du Parti communiste. Maurice Thorez, le 6 février 1949, alors que se déroule l'anniversaire des journées de 1934, précise à la Conférence fédérale de la Seine la position du Parti communiste sur « le problème de la paix » et lance un appel « à la défense de la paix » qui devient le référent des actions à venir en particulier l'organisation à Paris d'un congrès mondial des partisans de la paix. L'organisation en est assurée par le Conseil national des combattants de la liberté avec l'aide et le soutien du Bureau international des intellectuels, de la Fédération démocratique internationale des femmes et des personnalités. Le congrès doit susciter en France un ample mouvement de toutes les « organisations démocratiques » et dans le monde « de tous les défenseurs de la paix » dans le but « d'unir toutes les forces actives des peuples de tous les pays pour la défense de ma paix ²».

Le Congrès mondial des partisans de la paix ou Mouvement de la Paix se déroule à Paris à partir du 20 avril 1949. Il réunit 1784 délégués représentant 67 nations selon *L'Humanité* qui assure la promotion de l'évènement. Le Mouvement de la Paix n'est pas à proprement parler une organisation

² Voir Jeannine Verdes-Leroux, *Au service du Parti-Le parti communiste, les intellectuels et la culture*, Paris, Fayard-Minuit, 1983 ; cf. aussi Ariane Chebel d'Apollonia, *Histoire politique des intellectuels en France*, Paris, Complexe, 1991. Le mouvement de la paix et le Congrès d'avril 49 est bien documenté, voir pour plus de détail, les bibliographies de ces deux ouvrages ainsi que celle, très complète de la biographie de Joliot-Curie par Michel Pinault, *op. cit.*.

communiste mais bien une organisation tenue par les communistes qui rassemble tous ceux qui sont réticents à l'égard de la politique internationale des USA telle qu'elle est relayée par les gouvernements d'Europe de l'ouest.

En 1949 Oradour-sur-Glane devient le lieu symbolique à partir duquel peut être construite une paix nouvelle. Cinq ans après le plus important massacre de population civile sur le front de l'ouest³, les ruines du bourg dont la conservation a été décidée dès la fin de la guerre deviennent le théâtre d'une cérémonie à la charnière de la mémoire et de l'espoir. Celle-ci est organisée par l'Union nationale des intellectuels

2- Le contexte local : Oradour, PC et Combattants de la paix

En Haute-Vienne sur front de guerre fratricide entre les socialistes et les communistes⁴, le parti communiste mène, plus qu'ailleurs, un farouche combat pour la paix.

Dès le 7 janvier, *Le Travailleur Limousin*, l'hebdomadaire régional du parti communiste déclare « *la guerre à la guerre*⁵ » comme l'a indiqué Maurice Thorez dans un grand discours prononcé à Limoges le 19 décembre 1948. Très tôt donc le parti mobilise ses organes satellites : l'UFF, dont les sections communales envoie des « Lettres ouvertes aux députés et conseillers de la République⁶, l'Union de la jeunesse républicaine de France qui resserre les

³ On suppose l'histoire d'Oradour connue ; on rappellera simplement que le 10 juin 1944 642 personnes sont massacrées dans ce bourg de la Haute-Vienne situé à environ 25 kilomètres de Limoges, 205 hommes, 244 femmes, 193 enfants par la troisième compagnie du Bataillon I du régiment 4 Der Führer appartenant à la division Waffen SS Das Reich. Le bâti fut entièrement brûlé ainsi que les corps des victimes. Le général de Gaulle vint, le 4 mars 1945, consacrer le site comme « symbole des souffrances du peuple français au cours des quatre années d'occupation qu'il a subies ». Les ruines furent conservées, devinrent un monument historique géré comme tel et la construction d'un nouveau bourg à côté du premier fut décidée. Celui-ci, en 1949, est en construction, les futurs habitants occupant alors un village provisoire en bois.

⁴ Jean Le Bail, député socialiste tire à boulets rouges sur le Mouvement de la paix « dont les comités sont des germes de pourriture constitués par Staline qui y a introduit quelques communistes et qui a fait du remplissage avec des sots au sein desquels vient en tête en Haute-Vienne le docteur de Léobardy ». Cf. l'article de Jean Le Bail dans *Le Populaire* du vendredi 21 décembre 1948 sous le titre « Les combattants de la servitude » et, en réponse, l'éditorial de Jean Sénamaud dans *L'Echo* du 6 janvier 1949.

⁵ Editorial de Jean Tricard, semaine du 7 au 14 janvier.

⁶ La première est celle du comité de l'UFF de Marval.

« Cerces de l'UJRF » dans les communes⁷ « *pour crier non à ceux qui veulent faire d'eux de la chair à canon pour défendre leurs gros portefeuilles* ».

Pour la cause de la paix, le Parti communiste de la Haute-Vienne fait feu de tous bois ; il se sert ainsi habilement d'une campagne de recherches d'uranium dans le département pour déclarer que les « *fauteurs de guerre ne devront pas compter sur l'uranium (limousin), (...) les champs atomiques d'Ambazac ne participeront pas à la préparation de la guerre, (...) l'uranium du limousin [n'ira pas] compléter celui du Paul Katanga déjà aux mains des trusts américains !* ». Même la crise agricole et le malaise paysan, très vif en Haute-Vienne, entra par la bande dans le combat pour la paix. Lorsque Maurice Thorez se rendit le 7 mars à Eymoutiers, fort canton agricole de la montagne limousine et ville du maire communiste Jules Fraissaix, pour parler du problème des paysans, il le rattacha à l'injustice commise envers ceux qui « *par leur soutien à la Résistance méritent mieux que la misère* » mais surtout « *à la bataille pour la paix qui rejoint la lutte pour sauvegarder notre agriculture* ». La petite ville fut, pour l'occasion, couverte d'affiches en faveur de la paix que l'on retrouva ensuite à Limoges et dans toute la Haute-Vienne. Maurice Thorez dénonça à Eymoutiers le Plan Marshall qui n'avait amené « *aucune amélioration à un monde paysan dépourvu de tout, de machines, de rentrées d'argent et tout cela pour payer les frais de la prochaine guerre sous les ordres des milliardaires US* » et insista sur la nécessité « *de faire obstacle aux fauteurs de guerre* ». Le thème du « *gouvernement seul responsable de la crise agricole par sa politique de préparation à la guerre* » eut un franc succès auprès des 10 000 personnes venues des départements voisins.

Mais c'est surtout le village martyr d'Oradour-sur-Glane qui devint le pivot majeur de l'offensive communiste.

Dés le 25 février se tint à Oradour-sur-Glane une grande réunion destinée à faire connaître le compte-rendu des Assises nationales pour la Paix et la Liberté. Y prenaient part le maire communiste de la cité, André Faugeras, le président départemental de la Fédération des déportés, Granger, madame Lagrange de l'Union des Femmes Françaises, un représentant des chrétiens progressistes, Poublanc, le secrétaire départemental du PSU, Courtioux et

⁷ Création de Cercles à Bessines, Razeix, Blond et dans différents quartiers de Limoges.

Georges Guingouin, ancien chef régional des FFI. Les différents orateurs évoquèrent « *les dangers qui menaçaient la paix* » et dénoncèrent en même temps les « *graves atteintes portées à la justice et à la liberté* ». La réunion se termina par un « **Appel solennel d'Oradour-sur-Glane pour la sauvegarde de la paix** » :

« Réunis à l'appel des combattants de la liberté et de la paix à une heure particulièrement grave ou une politique insensée nous jette dans un nouveau conflit, la population d'Oradour-sur-Glane

- *flétrit l'infamie de ces hommes qui, oubliant les sacrifices pour la cause de la liberté, des héros de Stalingrad, proposent la guerre contre l'Union Soviétique,*
- *dénonce publiquement l'attitude de ce gouvernement qui non content de n'avoir pas châtié les assassins d'Oradour ose demander aux survivants de l'abominable massacre de payer la reconstruction des édifices publics de la commune alors que tant de milliards sont engloutis par la préparation d'une nouvelle guerre ou nous aurions comme alliés les Allemands qui ont détruit notre cité, assassiné sa population.*

Nous, survivants d'Oradour-sur-Glane, fidèles à la mémoire de nos martyrs, lançons un Appel solennel aux gens de cœur, à tous les patriotes pour qu'ils s'unissent et agissent pour imposer une politique d'amitié avec tous les pays démocratiques pour que triomphent la justice, la liberté et la paix ».

Ce texte porte en germe toutes les instrumentalisation à venir d'Oradour ; le thème des édifices publics à bâtir dans le nouveau bourg en reconstruction est associé à la guerre froide : ne veut on pas « *faire payer plusieurs millions aux survivants [il s'agit comme par hasard de 40 millions] alors qu'on dépense quarante millions pour installer Montgomery et des milliards pour préparer la guerre et qu'on abandonne les réparations dues par l'Allemagne ⁸* » ; la référence à l'Allemagne et aux réparations permet de mettre en exergue le slogan « *L'Allemagne avant Oradour !* » d'une efficacité redoutable en Limousin

⁸ Cette affaire des édifices publics qui pourraient être à la charge des habitants du nouveau bourg est née de la divulgation d'un courrier de la délégation départementale de la Haute-Vienne du MRU, cf. *Le Travailleur Limousin* qui en donne des extraits puis finalement le texte intégral.

et qui deviendra d'ailleurs une affiche placardée dans les bourgs et les petites villes en janvier 1949, affiche qui comprenait aussi un « *bilan tragique de la dernière guerre en Haute-Vienne* » et qui eut l'approbation de toutes les associations de combattants, résistants, déportés nées après la guerre. En même temps la presse communiste relayait le thème de « *l'accentuation de la politique US d'indulgence envers l'Allemagne* », et dénonçait les poursuites contre le commandant Louis Telery et le capitaine Azema, accusés d'avoir communiqué des renseignements à une puissance étrangère et, accessoirement, publié des articles dans la presse du parti.

Les présents à Oradour procédèrent ensuite à l'élection d'un Conseil communal pour la liberté et la paix. Ces conseils communaux pour la paix et la liberté avaient été définis lors des Assemblées nationales pour la paix et la liberté des 27 et 28 novembre 1948. Il s'agissait de « *comités de vigilance pour la défense de la République et de la France* », regroupement « *de bons citoyens élus par une assemblée délibérant démocratiquement* », destinés à faire pression sur les élus et les pouvoirs publics et à alerter l'opinion publique chaque fois que nécessaire, en l'occurrence « *chaque fois que la paix était menacée* ». Ils connurent un franc succès en Haute-Vienne où « *le vote des 40 millions pour l'installation d'un état major étranger n'a pas manqué d'émouvoir plus profondément que dans d'autres départements les habitants*⁹ ». Ils relayèrent avec efficacité une lettre au président Truman élaborée par le Conseil national des combattants de la liberté et de la paix réuni à Issy-les-Moulineaux les 26 et 27 février et qui prit l'allure d'une gigantesque pétition¹⁰.

Au mois de mars, le recours à Oradour comme lieu essentiel d'appel pour la paix se poursuivit à l'occasion de la Journée internationale des femmes¹¹ relayée par l'UFF. En prévision de cette journée du 8 mars, les militantes de

⁹ Fin janvier 49, on peut en repérer dans les communes de Magnac-Laval, Châteauponsac, Bessines, Bellac, Saint-Sulpice-Laurière, Bussière-Poitevine, Ambazac, Oradour, Saint-Mathieu, Chalus, Coussac, Saint-Yrieix, Saint-Léonard, Eymoutiers. Seul celui d'Oradour fut installé avec autant de solennité.

¹⁰ « *Monsieur le Président, notre gouvernement a laissé croire que les français consentiraient, sous le couvert du Pacte de l'atlantique, à une guerre d'agression contre l'URSS. Notre gouvernement vous a trompé. La constitution française interdit formellement à la France de participer à une guerre d'agression. Fidèle à toutes ses amitiés, le peuple français veut la paix (...) Il a le devoir de tenir ses engagements à l'égard de la Charte des Nations unies et du Traité d'alliance franco-soviétique* ».

¹¹ La Fédération démocratique internationale des femmes célèbre depuis 1910 tous les ans une Journée internationale des femmes ; elle a toujours eu un grand retentissement en Limousin y compris pendant la guerre où l'on vit à Montluçon des femmes se coucher ce jour là devant les trains qui emmenait les jeunes du STO.

l'Union collectèrent dans les foyers, à la sortie des usines et des ateliers, dans les magasins et sur les marchés les protestations et les vœux des ménagères. Cela donna lieu aux Cahiers de la paix des femmes limousines, vaste ensemble d'écrits souvent émouvants sur les chagrins encore vifs des multiples pertes causées par les deux guerres mais aussi expression d'un « *immense désir de paix* ». Cette journée des femmes devint en effet assez vite la grande journée de la paix « *pour s'opposer à la guerre ou projette de nous entraîner l'impérialisme américain* » comme le déclara une des organisatrices, Marguerite Montré¹². Elle fut un succès ; un millier de femmes manifestèrent ce jour là pour la paix, une gerbe fut déposée aux pieds du monument aux morts des deux guerres et plusieurs délégations se rendirent à la préfecture porteuse des « Cahiers de revendications des femmes limousines » et de signatures en faveur de la paix. Avec elles se trouvait Georges Guingouin qui était membre du Conseil national des combattants de la paix. Après un grand meeting à la Maison du peuple, les femmes rappelèrent alors que « *dans ce limousin qui ne pardonnera jamais aux bourreaux d'Oradour (...) le cri des mères* » devait, plus qu'ailleurs, être entendu.

Les élections cantonales partielles de fin mars furent aussi considérées comme « *une arme au service de la paix* » selon le titre de *L'Echo* du 18 mars et Oradour fut régulièrement évoqué lors de la campagne électorale ; « *du fait que messieurs Ramadier et Schuman, rentrant de Londres, s'apprêtent à faire voter par le Parlement les dernières modalités du Pacte atlantique* », écrivait le quotidien, « *ces élections cantonales partielles prennent un sens mondial qu'elles n'auraient jamais eu en d'autres circonstances : elles deviennent un plébiscite pour ou contre la préparation à la guerre dans le Limousin d'Oradour ou l'on a vu la mort de très près plus que partout ailleurs, veut on oublier Oradour ?* » Le 27 mars 1949, avant le deuxième tour, Aimé Faugeras, maire d'Oradour, lança dans *L'Echo*, « *au nom de la population d'Oradour, un appel aux électeurs :*

¹² Début janvier 1949 il y avait déjà eu un appel des femmes d'Oradour-sur-Vayres au Président du conseil pour lui demander de partir, indignées qu'elles étaient de l'utilisation des « *40 millions de francs pour l'installation de l'Etat major occidental à Fontainebleau* » et le Parti communiste avait demandé à toutes les femmes de la Haute-Vienne de se dresser contre « *les sinistres desseins du gouvernement* ».

« Oradour-sur-Glane, particulièrement inquiète devant les menaces de guerre, (...) en accordant 62 % de ses suffrages [au premier tour] au candidat communiste parce qu'il était le candidat de la Paix, a manifesté sa désapprobation au Pacte atlantique, véritable pacte d'agression contre les vainqueurs de Stalingrad (...) je me permets de lancer un appel solennel aux électeurs et électrices les invitant à se prononcer contre les candidats accordant leur soutien au gouvernement de réaction et de guerre ».

Les communistes gagnèrent 3000 voix, conservèrent leurs trois sortants (Saint-Junien, Ambazac, Eymoutiers) mais les équilibres politiques ne furent en rien modifiés au conseil général.

A partir du mois de mars 1949, la campagne pour la paix fut déclinée dans la perspective de la préparation du Congrès de la paix d'avril à Paris et **Oradour devint le symbole permanent de l'injustice**, celle commise par l'attitude à l'égard de l'Allemagne au regard du comportement de l'état français vis à vis des victimes. Le 12 mars, la petite cité, soutenue par le PC, s'insurgea contre la possibilité que *« 230 SS d'Oradour [pourraient être] blanchis grâce à la Croix Rouge internationale qui est émue par la détention dans les anciens pays occupés par l'Allemagne d'accusés de crimes de guerre et qui craint qu'il n'y ait lynchage avant procès. Elle a installé des bureaux pour leur défense juridique à Paris, Vienne, Varsovie, Prague, Belgrade, ils auront droit à un défenseur commis d'office avant d'avoir un avocat allemand, mais à Genève ou tout est coordonné, on traite le cas des SS d'Oradour de complexe car de nature particulière, qui exige des bureaux de défense juridique un effort exceptionnel »*. Dans la foulée, elle soutint l'Appel aux intellectuels pour les Etats généraux de la pensée française, prélude au Congrès mondial pour la défense de la culture et de la paix¹³. L'appareil départemental du PC, en la personne du représentant local de l'UNI, Nadalon, publiciste à *L'Echo*, lance lui un *« Appel aux intellectuels limousins »* pour qu'ils donnent leur avis, pour qu'ils se mobilisent et se rencontrent lors d'une réunion à Limoges à laquelle il compte inviter *« soit Pierre Cot, soit de Chambrun, Jean Cassou ou Martin Chauffier »*. Ces initiatives passèrent assez inaperçues mais la préparation du

¹³ L'Union nationale des intellectuels auquel s'est associée la Confédération des travailleurs intellectuels a pris l'initiative de convoquer à Paris les Etats généraux de la pensée française autour de deux thèmes de réflexion : la condition des intellectuels et la défense de la paix.

Congrès devint une priorité en Haute-Vienne et en Creuse et une place particulière fut d'emblée assignée à la cité martyre.

3- Oradour et le Congrès de la paix

Au début d'avril les PC locaux avaient installé des Comités de préparation au Congrès mondial des partisans de la paix ; ceux-ci adressaient sous forme de lettres un « *Appel à tous les élus municipaux* » y insistant sur les dangers de la guerre et suggérant avant et pendant la semaine du congrès d'organiser des séances publiques du conseil municipal auxquelles serait associée toute la population pour parler de la défense de la paix ; on pourrait en profiter pour pavoiser et fleurir les monuments élevés en l'honneur des victimes des guerres.

Dés lors, toutes les manifestations associatives, syndicales ou politiques auxquelles participèrent le PC ou ses alliés furent recentrées sur la question de la paix. Ainsi, lorsque le 10 avril se tint à Limoges le Congrès des cuirs et peaux, un « *représentant des travailleurs US* », Feenglass, fut invité pour lancer un « *Appel à la paix* » et, après son intervention, pour clore le congrès, **les participants se rendirent à Oradour où, au cœur même des ruines, ils firent le serment solennel d'œuvrer pour la paix.**

Dans les jours qui précédèrent le congrès de Paris, les actions symboliques se démultiplièrent. Celui-ci devait recevoir des « caravanes de la Paix » en provenance de la France entière. Pour ce qui était du grand sud-ouest, il était prévu qu'elles ne se rendraient pas directement à Paris mais passeraient d'abord par Limoges où elles seraient accueillies par des « *arcs de triomphe de la paix dressés à l'entrée de la ville* » et, surtout, par les militantes de l'UFF... puis elles se rendraient à Oradour pour participer à une cérémonie avant de repartir pour Paris.

A Oradour, une flamme du souvenir fut allumée et il fut décidé qu'elle brulerait en permanence pour l'accueil des caravanes. Les premiers « caravaniers » arrivèrent le 24 avril -- il s'agissait de 40 cars de Charentais --

puis toutes les caravanes du centre et des départements aquitains et même au delà firent ensuite halte à Oradour y compris la caravane du Limousin qui, en plus, se recueillit à la Croix des martyrs, haut lieu commémoratif de la résistance locale. Toutes les délégations furent reçues à la mairie où elles signèrent le Livre d'or ; le maire lut à chacune un message identique :

« Notre cité est heureuse de vous accueillir. La visite de nos ruines vous aura permis de mesurer toute l'étendue du crime nazi. Nous qui avons particulièrement souffert de ses conséquences, avons le droit de crier bien fort que nous ne voulons pas la guerre. Le peuple de France ne veut plus revoir cela. Nous vous demandons d'être la haut nos interprètes. L'action des délégués au Congrès sauvera la paix ¹⁴ » ;

Pendant le déroulement du congrès et à son issue, des réunions, comptes-rendus, meetings, se déroulèrent à Limoges et dans les sous-préfectures de manière quasi continue. Une des manifestations les plus importantes fut la soirée qui se tint au Cirque-théâtre de Limoges le 26 avril en soirée et à laquelle participèrent des délégués étrangers dont Melpo Axioti « *écrivain représentant la Grèce martyre* ¹⁵ ».

Cette « effervescence » pour la paix sur fond de guerre froide était indissociable dans le département avec des protestations répétées contre les verdicts de différents tribunaux ayant eu à traiter des affaires de massacre de populations civiles.

Ainsi alors même qu'il s'enthousiasmait pour le Congrès de la paix, le Conseil communal des partisans de la paix de Saint-Junien se prononçait contre le jugement rendu à l'encontre des bourreaux des pendus de Tulle, tenait meeting sur meeting et organisait des débrayages d'usines et des fermetures de boutiques.

¹⁴ *L'Echo*, 25 avril 1949.

¹⁵ Ces réunions qui font office de compte rendu public sont très nombreuses. Les invités y sont divers, l'une qui se tint le 27 avril accueillit Jean Poublan, membre du Comité national des chrétiens progressistes et du conseil national des Combattants de la paix et de la liberté, une autre le général Petit « connu pour ses nombreuses conférences données à son retour d'Union Soviétique », une des dernières, un délégué vietnamien.

Le jour même de l'ouverture du Congrès, la presse communiste locale tout en rendant compte mit en première page un long article sur « *les 43 SS qui sont accusés du crime d'Oradour et qui vont être transférés à Bordeaux* ». Ce texte et sa similitude de parution avec les articles consacrés au Congrès de la paix est important ; il comprend en effet une interview de Brouillaud, le président de l'Association nationale des familles de martyrs d'Oradour dans laquelle on voit bien combien la population du village martyr escompte l'ouverture d'un grand procès pour le 5eme anniversaire du massacre soit le 10 juin 1949, date symbolique, et combien, dès lors, allant de déceptions en déceptions, le mouvement de la paix va devenir un relais de ses revendications en même temps qu'elle lui offre la tribune symbolique internationale dont il a besoin.

Collectivités locales, associations et syndicats s'alignent sur cette position duale : paix et règlement de la guerre. Le Conseil général de la Haute-Vienne se prononçait pour « *le châtement exemplaire des criminels d'Oradour* » et protesta contre le verdict de Tulle. Le Comité de défense paysanne de Chalus adhéra au Congrès de la paix « *certain d'interpréter la position de la totalité des paysans de la région qui ont payé un énorme tribut à la guerre* ».

C'est dans ce climat particulier qu'en marge du Congrès mondial des partisans de la paix se tint la Conférence nationale des intellectuels pour la paix au centre Marcelin Berthelot, rue Saint-Dominique. Là on déclara que la science devait servir la paix et une résolution contre le Pacte atlantique, la course aux armements, la présence militaire américaine en Europe occidentale et l'oppression coloniale fut lue en public C'est cette Conférence des intellectuels, bras actif de l'Union nationale des intellectuels, **qui décida d'organiser une gigantesque manifestation à Oradour : un pèlerinage avec un train spécial parti de Paris sous la direction de Frédéric Joliot-Curie et Aragon.**

Frédéric Joliot-Curie était alors très impliqué alors dans les polémiques de la Guerre froide¹⁶ et avait joué un rôle clef au Congrès de Paris. Son nom, accolé à

¹⁶ Le 5 janvier, alors qu'il était haut commissaire à l'énergie atomique, il avait fait une importante déclaration devant la presse anglo-américaine qui l'éreintait régulièrement traduisant l'inquiétude des USA et de la Grande-Bretagne devant la perspective de recherches françaises plus poussées « *dans un domaine où des positions importantes sont tenues par des communistes* ». Les USA redoutaient que l'URSS qui menait ses propres recherches ne profite des découvertes françaises ; prônant en France une utilisation pacifique de

celui d'Oradour faisait de la journée du 12 juin – le pèlerinage de la paix -- un enjeu important dans les débats de guerre froide orchestré par le PC, d'autant qu'au même moment pour le cinquième anniversaire le gouvernement entendait remettre à la ville la Légion d'honneur.

4- L'affaire de la Légion d'Honneur

Le 30 mai 1949, le maire d'Oradour impliqua sa ville directement dans la « bataille de la paix » pour mettre en place cette journée du 12 juin qui apparaissait comme une contre commémoration. Il envoya aux maires de France une lettre indiquant qu' « *à l'appel du Comité de soutien du Congrès mondial des partisans de la paix et afin que nous puissions affirmer notre désir de sécurité et de justice, afin que nous puissions réclamer avec force le jugement et le châtement des bourreaux une grande journée du souvenir sera organisée 12 juin* ».

Les mères d'Oradour – appellation qui ne correspond à aucune association particulière -- appelèrent le 29 mai, jour de la fête des mères, « *toutes les mères de France* » à participer à cette journée que « ***monsieur Joliot-Curie, le grand savant français, a accepté de présider*** » :

« *Mères de France, écoutez nous.*

Il y a cinq ans les soldats de Hitler faisaient bruler nos petits dans l'église d'Oradour. Nous n'oublions pas. Nous n'oublierons jamais. Leurs cris emplissent nos cœurs, leurs petits corps tordus nous rendent folles. Mères de France, aidez nous. Leurs bourreaux respirent encore, ils vivent, ils voient le soleil, les oiseaux et nos enfants ont péri avec les flammes Non, nous ne pouvons tolérer ce silence sur les assassins de nos enfants nous demandons que justice soit faite, aidez nous à obtenir que les criminels soient jugés et châtiés sur les lieux de leur crimes. Ne pas exiger cela, c'est se faire le complice des hitlériens, c'est leur permettre de recommencer demain. Le comité de soutien de la Haute-Vienne

l'atome, Joliot-Curie contestait ces vues « calomnieuses » et appelait à une publication internationale de ses découvertes. Cf. biographie de Joliot, *op. cit.*.

pour le Congrès mondial des partisans de la paix vient de lancer un Appel pour une grande journée du souvenir à Oradour le 12. Répondez à cet appel. Mères de France, écoutez nous, que notre douleur serve au moins à éviter la vôtre ».

Les 200 signatures qui suivaient furent méticuleusement analysées par les Renseignements généraux pour le préfet qui craignait de plus en plus que cette cérémonie du 12 – clairement attribuée aux initiatives communistes¹⁷ -- ne l'emporte sur celle, officielle, du 10 d'autant que l'on attendait des représentants du gouvernement pour remettre à la ville la Légion d'Honneur¹⁸.

Cette affaire de la Légion d'Honneur devint alors une affaire d'état et la situation devint particulièrement tendue. Le 18 mai, *L'Humanité* avait fait paraître en première page un article incitant la mairie à faire une manifestation contre le gouvernement à l'occasion de la remise de cette fameuse Légion d'Honneur : *« La Croix d'Oradour, un bel exemple de dignité que le Bossu¹⁹ se permet de signaler à ces messieurs des amnisties atlantiques et une belle preuve que tout le monde n'a pas oublié. Elle nous vient d'Oradour ou, une fois de plus, la noblesse et la grandeur sont à la taille du martyr subi. Le gouvernement, qui aime les gestes spectaculaires, avait décidé d'offrir la Légion d'Honneur à la municipalité du village assassiné. Au nom de ses administrés, cette dernière refuse de l'accepter tant que les assassins et les incendiaires actuels incarcérés au fort du Ha n'auront été jugés et condamnés ».*

L'Association des familles avait demandé cette décoration ou tout au moins en avait accepté le principe²⁰. Le conseil municipal déclara, lui, être plus réservé sur un tel octroi et souhaita en voir ajourner la remise puis finalement

¹⁷ ADHV, 986 W 482, Note des RG (1521) datée du 23 mai 1949 : « Au cours d'une réunion des principaux dirigeants du PC du département – Tricard, Denis, député, Audrierie et Duqueyroix de la Fédération, Faugeras et de nombreux délégués des différentes communes -- qui a lieu au siège de la fédération rue F. Chénieux à Limoges le 22 à 12 H 30 à la suite du scrutin pour l'élection complémentaire d'un sénateur, et avec la participation du maire d'Oradour-sur-Glane, il a été décidé qu'une manifestation serait organisée dans cette localité le 12 juin 1949.

¹⁸ La Fédération des élus municipaux et cantonaux socialistes et d'union républicaine de la Haute-Vienne, craignant que plusieurs élus ne soient « abusés », rappela « *que la seule cérémonie officielle se tiendrait le 10 juin et non le 12 en présence du président du conseil et de Ramadier qui remettraient la Légion*

¹⁹ L'article appartient à la rubrique « *Chronique du bossu* ».

²⁰ Une lettre de l'Association du 2 juin signée J. Brouillaud indique que l'Association estime que « *la Légion d'Honneur est destinée aux morts d'Oradour, elle leur est due comme leur était due l'an dernier la Croix de guerre ; nous devons à leur martyr d'accepter cette reconnaissance de la nation* ».

la refuser officiellement parce que « *la municipalité, appuyée par toute la population* » en avait assez « *des promesses du Gouvernement* » et exigeait le « *châtiment des criminels* » en même temps que la fin rapide de la construction du nouveau village, revendications qui avaient déjà été formulées auparavant mais qui n'avaient jamais été assorties d'une menace de rupture. En réalité, le refus de la médaille entraînait dans le même processus articulé de lutte pour la paix et contre le camp américain ce qu'exprimait *Le Travailleur* dans la formule suivante : « *on ne veut pas voir à Oradour Queuille la misère et Ramadier la guerre faire des discours pour plaindre et compatir à la peine des victimes du nazisme cela au moment même où leur compère Schuman approuve en leur nom le relèvement de l'Allemagne non dénazifiée ... pendant qu'on envoie en Indochine des jeunes français combattre au côté des nazis qui ont tué à Oradour et qui sont toujours dans l'armée*²¹ ». Les autorités estimaient que le maire d'Oradour était manipulé par le Parti communiste²² et tentaient de renverser la vague mais celle-ci semblait alors impossible à arrêter.

Le dix juin 1949, il y eut donc au moins deux manifestations commémoratives²³. Celle du conseil municipal qui se tint en tout début de journée avec des représentants de la section des prisonniers et déportés d'Oradour soit en tout une cinquantaine de personnes qui se rassemblèrent devant la mairie, formèrent cortège puis, précédé d'un drapeau et de porteurs de gerbes, se rendirent au cimetière où une gerbe fut déposée et une minute de silence observée²⁴. Les cérémonies officielles -- auxquelles ne participa pas la municipalité -- commencèrent à 10 heures en présence de Paul Ramadier,

²¹ Editorial d'Adrien Duqueyroux du 4 juin 1949. Le thème des engagés allemands et alsaciens, anciens « bourreaux d'Oradour » va dès lors être très largement utilisé.

²² Cf. une note des RG sur une déclaration qu'aurait faite le maire selon laquelle il « *faisait ce que lui ordonnait le Parti* ».

²³ Dans la cour de l'école, face au monument élevé à la mémoire des enfants tués par les allemands, il semble qu'il y ait eu une troisième cérémonie en présence de l'Inspecteur d'Académie et du maire.

²⁴ Le maire, Faugeras, prononça une brève allocution : après avoir évoqué le souvenir des victimes il s'étonna que 5 ans après une telle tragédie les bourreaux n'aient pas encore été châtiés et critiqua les lenteurs de la justice ; il termina en demandant aux survivants de faire le serment de continuer la lutte jusqu'à ce que les criminels d'Oradour soient punis comme ils le méritent ; le cortège se disloqua après s'être rendu à la nouvelle chapelle où une deuxième gerbe fut déposée.

accompagné du préfet de la Haute-Vienne, Rix, et d'une forte délégation d'élus socialistes²⁵ ; le cortège se rendit à l'église où une cérémonie se déroula sous la présidence de monseigneur Rastouil, évêque de Limoges puis se rendit au champ de foire où les rescapés de la tragédie et les membres du conseil d'administration de l'Association des familles lui furent présentés puis le ministre a remis la Légion d'Honneur « à la cité martyre », en l'occurrence à l'Association²⁶.

Mais les manifestations du 10 ne furent rien à côté du « pèlerinage » du 12 qui réunit dans la petite cité une foule considérable et quelques uns des plus grands noms des intellectuels et artistes du moment.

5- La journée du 12, Oradour capitale de la paix

La commémoration du 12 juin fut méthodiquement organisée par les communistes locaux. Elle fut, la plupart du temps, présentée comme une réponse à « l'Appel des mères d'Oradour » dont il a été question précédemment dans lequel écrit la presse communiste « *on revoit le boche martelant nos pavés de ses bottes, on revoit les pendus de Tulle, les partisans fusillés au petit jour, l'église d'Oradour et les enfants brûlés et on pense que les assassins sont toujours choyés dans les prisons de monsieur Queuille. Qu'attend-on pour les juger, est ce l'oubli de la douleur par les mères et pour obtenir un jugement plus clément ? La réponse aux mères le 12 juin ce sera des*

²⁵Regaudie, président du Conseil Général et député de la Haute-Vienne ; Jean Le Bail, député de la Haute-Vienne, Gaston Charlet, sénateur, Léon Betoulle maire de Limoges.

²⁶ La décoration est épinglée sur un coussin qui est présenté par un petit garçon et une petite fille de la génération des petites victimes d'Oradour ; les enfants portant le coussin précèdent le cortège qui se rend au cimetière et déposent le coussin au pied de l'ossuaire dans une petite chapelle provisoire. La citation avait été lue par le général Duché, commandant de la 4^{ème} Région militaire. Ramadier se rendit aussi au cimetière où des gerbes furent déposées puis il visita la nouvelle et le nouveau bourg.

caravanes qui sillonneront le centre de la France pour assister à cette journée du souvenir avec Frédéric Joliot-Curie »²⁷.

En réalité, au-delà de l'instrumentalisation de la douleur des mères, de multiples arguments sont mis en perspective pour attirer le plus grand nombre de participants possible. On en appelle aux résistants qui « *ne feront jamais la guerre aux coté des bourreaux d'Oradour contre les vainqueurs de Stalingrad ni contre un peuple attaché à son indépendance* », phrase réinscrite telle quelle sur une grande banderole tendue dans la salle des fêtes de Gennevilliers qui accueille début juin le 3^{ème} congrès des anciens FFI-FTP lequel regroupe 800 délégués dont ceux de la région limousine autour de Charles Tillon et Laurent Casanova. Le premier précise « qu'aujourd'hui il faut vaincre les forces de guerre, protester contre les mesures dont sont actuellement victimes les anciens résistants, imposer la libération des officiers français Serbat, Azema et Régnier, arbitrairement incarcérés, et s'opposer aux poursuites contre le glorieux journal *France D'abord*. Le congrès se termine par une « *Résolution adressées aux mamans d'Oradour-sur-Glane* ».

Toutes les « organisations démocratiques » furent invitées à prendre part au pèlerinage, Combattants de la liberté, UFF, UJRF, FTP, CGT, etc. Les délégués des diverses communes furent sommés de tout mettre en œuvre pour assurer le succès de cette manifestation, la presse du Parti aussi en particulier par le tirage de tracts et d'affiches. Ces affiches furent apposées dans différentes artères de Limoges. Elles étaient signées Aimé Faugeras, maire d'Oradour, et indiquaient « *Oradour-sur-Glane a décidé de ne recevoir la Légion d'Honneur que lorsque les criminels auront été jugés et exécutés* ». Elles s'ajoutaient à d'autres affiches plus spécialement consacrées à la journée du 12 qui s'adressaient surtout aux mères de famille et qui les invitaient à se rendre à Oradour « *pour réclamer le châtement rapide des coupables sur le lieu même de leur crime* ». Une affiche générale fut enfin éditée pour être diffusée dans la France entière : *12 juin 1949 : Oradour-sur-Glane, Journée du Souvenir sous la présidence du Grand Savant Joliot-Curie prix Nobel de Physique. Mères de France, écoutez nous ! Il y a 5 ans les soldats d'Hitler faisaient brûler nos petits*

²⁷ *La Marseillaise* du 7 juin annonce la journée du 12 comme « un pèlerinage de réconfort à la douleur des mères » qui seront représentées par trois femmes d'Oradour, madame Rouffanche, seule rescapée du massacre qui a perdu son mari, trois enfants et un petit fils, Marie Ledot qui a perdu son mari, sa mère, sa fille son gendre, sept petits enfants et un arrière petit fils, Marguerite Richard à qui les SS ont tué deux enfants.

*dans l'église d'Oradour-sur-Glane. Nous n'oublions pas, nous n'oublierons jamais*²⁸.

Les sollicitations furent telles que partout des caravanes de paix – terme repris du Congrès de la paix -- s'organisèrent : des cars et des camions furent mis à disposition des participants d'abord dans les départements voisins, en Creuse, Charente Indre Dordogne Vienne mais le comité d'organisation reçut des demandes de renseignements de la France entière qui se concrétisèrent par des arrivées nouvelles de toutes les régions et des télégrammes de soutien tant à la décision du refus de la Légion d'Honneur que de soutien à la journée du 12²⁹. Les réponses de la mairie faisaient référence aux « *criminels qui n'étaient toujours pas jugés* », à la Légion d'Honneur que la ville qui méritait certes cette distinction devait refuser « *tant que les bourreaux n'auront pas expié sur le lieu même du massacre* », à la « *mollesse du gouvernement dans la recherche des coupables* » et à son manque de fermeté dans l'application des peines « *alors que Vincent Auriol lors de sa venue en 47 avait promis de mettre tout en œuvre pour obtenir le châtement des coupables* », au fait que des « *criminels de guerre sont actuellement détenus à Bordeaux, d'autres se trouvent en liberté en Allemagne ou ailleurs, certains dans la Légion étrangère combattant au Viet Nam contre ceux qui luttent pour l'élargissement de leur liberté (alors que), dans le même temps, les traîtres à la patrie sont acquittés et les grèves réprimées* ³⁰».

²⁸ Affiche imprimée en noir et jaune, 83/60, Limoges, Imprimerie du Progrès, 5 Fi 1195

²⁹ Une note de RG du 1^{er} juin indique que le PC invita aussi les ouvriers actuellement occupés à la construction du nouveau bourg à signer les listes de pétition en faveur de la municipalité et à assister à la manifestation du 12 juin.

³⁰ D'autres arguments furent avancés selon les quotidiens et les régions. *Le Travailleur* du 28 mai stigmatise la reconstruction trop lente et le fait que « *le gouvernement a poussé même l'audace jusqu'à vouloir faire payer aux survivants la reconstruction des édifices publics* », allusion à une lettre émanant du MRU déjà citée (cf. note 8) mise en perspective avec les dépenses faites pour installer en France « nos amis américains ». *Le Populaire* du 25 mai rapporte qu'au cours de la session du conseil général, Tindon au nom du PC, déposa un vœu pour le jugement des bourreaux et contre les lenteurs de la justice auquel Gaston Charlet, socialiste, ancien député, vice président de la commission de la Justice au Conseil de la République, sénateur, conseiller général, premier adjoint au maire de Limoges, ancien bâtonnier, essaya de répondre par une longue intervention technique sur le pourquoi du retard de la justice, ce qui ne fit qu'envenimer les choses. *L'Echo* du 4 juin annonce la journée du 12 à Oradour pour protester contre le projet d'amnistie des « Kollabo », pour faire sortir de prison les condamnés, pour « *condamner Von Rundstedt et le réarmement de l'Allemagne* », protester

Le 13 juin les Renseignements Généraux firent un compte-rendu de la manifestation du 12 dite « organisée par la municipalité avec la participation de M. Joliot-Curie, haut commissaire à l'énergie atomique et du poète Louis Aragon » ou mentionnée comme « commémoration du massacre du 10 juin 44 organisée par la Fédération du PC de la Haute-Vienne avec la participation des Combattants de la liberté et de la Paix ». Celui-ci recoupe assez bien ce que l'on sait par ailleurs de cette évènement grâce à la presse et aux témoignages.

Elle avait été, incontestablement, un succès, réunissant près de 10 000 personnes. Un cortège s'était constitué à l'entrée du bourg en tête duquel se tenaient « les personnalités », Joliot-Curie, haut commissaire à l'énergie atomique, Mathilde Péri, Georges Guingouin, ancien chef FFI et ancien maire de Limoges, le général Petit, le professeur Aubel, Pierre Daix, rédacteur en chef des *Lettres Françaises*, Echard, collaborateur de Joliot-Curie, Pierre Semard, Marcel Villard, Louis Aragon, Elsa Triolet, Tricart et Denis, députés communistes de la Haute-Vienne, Citerne, député des Deux- Sèvres, Peyrat, député de l'Indre, Bonnaud, Duqueyroix, Thomazaud et Rigout, membres du PC de la Haute-Vienne. Une délégation de la CGT était conduite par Marcel Paul, ex ministre de la Production industrielle, Lebrun, secrétaire général de la CGT-Seine des mineurs, Herniot des cheminots, Guiraud secrétaire général de l'UD CGT HV ; on notait également la présence de Courtioux du PSU, Nadalon président départemental de l'Union nationale des intellectuels, Bonnin de la FNDIRP, Chomat, secrétaire national de l'UFF représentée aussi par les dames Chataignon et Gendillout du bureau départemental de Limoges.

Le cortège, reçu par le maire et le conseiller général communiste du canton de Saint-Junien, après avoir traversé les ruines du bourg se dirigea vers le cimetière ou, devant les fosses communes, furent déposées de nombreuses gerbes puis il se rendit à la chapelle provisoire de la localité. La foule se rassembla ensuite vers le champ de foire où une tribune avait été dressée. Divers orateurs y prirent la parole ; Aimé Faugeras remercia l'assistance d'être

contre le non jugement des bourreaux d'Oradour, contre le fait que d'anciens nazis ont été installés par les USA à des postes économiques clefs en Allemagne, « *le best seller du général Hadler consacré à Hitler* ».

venue affirmer sa volonté d'empêcher de nouveaux Oradour ; madame Richard, au nom des mères d'Oradour, demanda le châtimeut des bourreaux après s'être indignée du silence des pouvoirs publics puis Joliot-Curie prit la parole. Il rappela à l'assistance que tous les ans, au début de juin, il venait se recueillir dans ces lieux de douleur, indiqua que le sentiment dominant chacun de ces anniversaires était une vision d'apocalypse et que, dans ce cadre, la manifestation de la barbarie nazie qui dépasse l'imagination apparaissait clairement. Mais nous avons aussi poursuivi l'orateur un sentiment de reconnaissance envers tous ceux qui ont combattu l'ennemi. Il exigea un châtimeut des criminels sur les lieux de leurs crimes, « *châtimeut qui intéresse l'humanité entière* », dénonça la clémence en faveur des « traîtres » et les condamnations envers les résistants ajoutant : « ***tout cela fait partie d'un plan de préparation psychologique à la guerre contre l'Union soviétique*** ».

Le ton était donné et la seconde partie du discours s'inscrit tout entière dans les polémiques de la guerre froide. Après avoir évoqué la guerre au Viet Nam, le soutien à Franco et aux monarchistes grecs, Joliot-Curie s'indigna des crédits fabuleux attribués à la guerre et à la défense nationale au mépris des crédits pour la recherche scientifique. Il affirma que le peuple de France ne ferait pas la guerre à l'Union soviétique dénonçant la volonté « *d'abattre les forces progressistes de nos pays et reprendre les campagnes de Wrangel, de Denikine, de Koltchak et de Weygand pour aller détruire un régime qui, aux yeux de ses agresseurs, a commis le crime impardonnable d'avoir supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme* ».

Louis Aragon prit brièvement la parole pour indiquer qu' « *il déplait peut être à certains de voir Joliot-Curie ministre de la paix à la place où il y a deux jours osait parler un ministre qui a préparé la guerre* » puis il lut un poème qu'il avait composé à l'intention d'Oradour -- *Chanson de la Caravane d'Oradour*, beau texte qui renvoie à Picasso et à la colombe de la paix -- avant de conclure par cette phrase ambiguë : « *au cœur de la France, cette plaie ouverte qui a nom Oradour est le plus grand des lieux saint d'aujourd'hui !* »

D'autres militants s'exprimèrent, certains attirant l'attention comme Ouezzin Kouliball, député du Rassemblement démocratique algérien qui tint à « *apporter le salut de son parti à la cité martyr (...) à prendre position contre la*

barbarie et l'infamie et à exalter la grandeur du geste de la municipalité qui a refusé la Légion d'Honneur ».

A 17 heures, tout le monde se dispersa. Mais avant le retour des intellectuels à Paris, Aragon avait remis à la municipalité un « Livre d'Or » contenant des dessins de Picasso, Léger, Gromaire, Fougeron, Boris Taslitzki, Gimond, Jean Amblard, Jean Wiener, Paul Colin, Jean-François Laglenne, Robert Caby, Robert Couturier, etc., tous consacrés à la paix. Le photographe Willy Ronis immortalisa ces instants extraordinaires, en particulier la signature du Livre d'Or par Elsa Triolet. Mais nombreux furent ceux qui ensuite ajoutèrent leur nom et leur profession à son nom. Une bonne partie de ces noms et adresses ont été déchiffrés aujourd'hui et **constituent un corpus remarquable d'intellectuels venus de pratiquement tous les départements de France qui pourra donner lieu à une étude exhaustive.**

Dès le lendemain, par presse interposée, communistes et anticommunistes s'affrontèrent vigoureusement. Le quotidien démocrate chrétien *La Liberté du Centre* ouvrit le feu par un article du député Robert Schmidt portant le titre « *Oradour deux fois martyr* » dans lequel il disait comprendre la douleur des mères et approuver la nécessité que justice soit faite et comme il faut « *après le verdict effarant des assassins de Tulle* » mais « *ne pas souhaiter voire les bourreaux expier sur le lieux même de leurs crime (...) lieu sacré tout imprégné de sang de ses innombrables victimes [dont le sol] ne peut être souillé par celui de ses assassins* » et considérer comme intolérable « *l'exploitation politique de la douleur et de la piété* ». « *Oradour et ses enfants appartiennent à la nation tout entière*, ajoutait il et il est « *inadmissible que le parti communiste s'en serve pour les besoins de sa cause* ». *L'Echo*, fleuron de la presse communiste locale, répondit que s'il fallut, en cette année 49, deux commémorations, « *la première, officielle, ceinturée de police, la deuxième, ardente et d'une grande ferveur populaire, c'est qu'un abîme se creuse entre le gouvernement et le peuple, c'est que le même ministre ne peut pas décorer Oradour le matin et l'après midi demander de voter au Parlement des crédits pour alimenter en armes deux SS parmi tant d'autres engagés en Indochine et qui furent précisément au nombre des bourreaux d'Oradour. Si c'est faire preuve d'un condamnable esprit partisan que de **dénoncer la guerre en un de ces hauts lieux prédestinés** ou plus qu'ailleurs encore elle démontre son insondable*

malfeasance nous acceptons avec fierté l'hommage implicite qu'on nous adresse ».

Tout était dit et le ton donné ; Oradour était devenu un lieu symbolique majeur de l'affrontement entre les partisans des deux blocs qui se formaient. Paul Eluard regretta de n'avoir pu être là le 12. Il était alors en Grèce où, deux jours plus tôt, le 10 juin, il était monté sur le mont Boukotsi d'où il s'était adressé, relayé par une batterie de 200 porte-voix, à l'armée monarchiste, lui demandant de baisser les armes. Ce regret était celui des « hauts lieux » d'où les intellectuels pouvaient avec lyrisme appeler à la paix et, plus prosaïquement, dénoncer l'Alliance atlantique...